

Jik An Bout

Journal en ligne des Comités Populaires. Responsable de publication : Jean ABAUL
Contact : 0696 41 41 32 | Chemin Vimbert – Lotissement La Haut - 97215 Rivière-Salée. | cncpmartinique@gmail.com



N° 237 – 18 FEVRIER 2026

EDITORIAL

ROLE DES ELUS POLITIQUES ET SOUVERAINETE POPULAIRE



« Réunion d'élus de la CACEM »

L'échéance des élections municipales de mars 2026 approche. Des candidats de tout acabit appellent à se faire élire, affirmant leur ferme intention de résoudre tous les problèmes quotidiens rencontrés par la population. Dans tous les cas, les prétendants aux mandats assurent être les seuls capables de porter les meilleures réponses à tous les graves problèmes du pays.

Le soubassement idéologique de cette propagande est que les élus politiques seraient les seuls capables d'assumer le Pouvoir d'agir sur la société, son économie, sa sécurité et même sur son futur. Bien entendu, cela relève de la forfaiture. Suffrage après suffrage, les électeurs s'en rendent bien compte. C'est l'une des explications du caractère structurel de l'augmentation du taux d'abstention. Mais, malgré tout, la conviction, très largement exprimée par les « citoyens », selon laquelle « Les élus ne font rien pour nous » manifeste la croyance, profondément ancrée dans l'opinion générale, que c'est exclusivement à ceux-ci d'exercer le Pouvoir.

Dans cet article, nous examinerons la question suivante : la démocratie dite représentative, garantit-elle l'expression de la souveraineté du Peuple ?

Lire la suite en page 2

INITIATIVES ALTERNATIVES



LA SOUVERAINETE
EN CONSTRUCTION

A lire en page 5

LE BILLET DU CNCPP



MESSAGE DU COAADEP
A LA CONFEDERATION
PAYSANNE

A lire en page 6

FOK SAV SA



AUX USA AUSSI,
LA REVOLUTION EST
EN MARCHÉ !

A lire en page 9

MEMOIRE DES PEUPLES



DU MACCARTISME
AU TRUMPISME :
UNE MEME LEPRE
QUI RONGE
L'HUMANITE

A lire en page 10

Suite ... ROLE DES ELUS POLITIQUES ET SOUVERAINETE POPULAIRE

Un rapide rappel de l'histoire de la démocratie représentative nous semble nécessaire à la compréhension de la problématique. Les occidentaux revendiquent fièrement leur filiation avec la forme de démocratie qui prévalait dans la Grèce antique (Celle qui excluait, les femmes, les métèques et ... les esclaves). De fait, toutes les institutions qui ont été mises en place après les Révolutions Bourgeoises en Europe ont été conçues pour garantir que les classes dominantes continuent à imposer leur Pouvoir. La bourgeoisie et l'aristocratie se sont vite réconciliées pour partager le Pouvoir. Il existe encore 12 Monarchies dans ce bloc impérialiste qui entend donner au monde des leçons en matière de « Droits de l'homme ». D'ailleurs, leurs « Républiques » accordent à leurs élus de nombreux privilèges monarchiques. En France, à l'origine, c'est le système « censitaire » qui excluait les classes dominées*¹. Il a été contraint d'évoluer sous les coups de boutoir des luttes populaires, mais aujourd'hui, plus que jamais, leur dite « démocratie représentative » est structurée de telle manière que les élections et les compétences confiées aux institutions garantissent le maintien des classes dominantes au Pouvoir. Celles-ci disposent d'une puissance financière qui leur permet de soudoyer les plus faibles et d'étouffer leurs adversaires. Elles s'appuient aussi sur des empires médiatiques (dont les services publics) qui rendent impossible toute compétition équitable*². Leur « démocratie représentative » est une démocratie de façade. La mascarade à laquelle on a assisté au Parlement Français et qui a abouti à ce qu'un budget ultralibéral lui soit imposé, illustre parfaitement cette vérité. Nous ne prendrons pas la peine d'insister sur les obstacles mis à la présentation des candidats gênants pour le système, à la trituration des listes électorales en Kanaky et autres découpages malhonnêtes de circonscriptions.

Est-ce à dire que la participation aux élections doive être définitivement rejetée ? Une telle position reviendrait à insulter les courageuses luttes populaires menées pour que les dominés imposent que leur voix soient entendues. Nous pensons, par exemple, au combat des « Suffragettes » pour revendiquer le droit de vote pour les femmes*³ ou encore à celui mené pour la participation des immigrés aux élections. Ce serait aussi mépriser l'expérience de tous les mouvements révolutionnaires qui se sont engagés sur ce front-là et faire injure à leurs dirigeants en signifiant ainsi qu'ils y auraient participé par naïveté.

Quand on se penche sur l'histoire des mouvements révolutionnaires prolétariens ou de Libération Nationale, on apprend qu'il n'y a aucune forme de lutte qui soit révolutionnaire en soi. Lutte armée, participation aux élections, grève générale, mobilisations populaires de masse peuvent servir ou pas la Révolution. Ce sont le niveau de conscience et d'organisation du Peuple, l'objectif politique visé et l'aptitude à combiner les fronts de lutte, en prenant lucidement en compte le rapport de forces sur le terrain, qui sont déterminants pour la victoire.

Les illusions électoralistes et l'opportunisme politicien sont des obstacles à la Révolution.



Ceci dit, les politiciens opportunistes ont toujours développé des pratiques électoralistes pour détourner les Peuples de la voie révolutionnaire.



Nous vivons dans un pays colonisé par la France qui, aujourd'hui, mène une offensive frontale pour contrecarrer notre émancipation (génocide par substitution, destruction de l'économie endogène, recentralisation à outrance, oppression culturelle et répression). Nous sommes aussi dans un contexte international où s'est instauré un fascisme planétaire qui piétine la souveraineté des pays et s'attaque directement à leurs autorités légales. Cela n'empêche pas que des candidats, se prétendant nationalistes ou indépendantistes, appellent à voter pour eux, afin qu'ils « revitalisent le bourg » et règlent les problèmes « d'insécurité ». Précisant bien qu'il ne s'agit pas d'une élection pour l'autonomie ou l'indépendance ! Il n'est surtout pas question pour eux de parler des compétences permettant de réaliser leurs programmes mirifiques, des budgets contraints, du désengagement de l'état, de l'ultralibéralisme, des normes et législations, des orientations imposées par la Cour des Comptes. Leur principal objectif est de chasser tel ou tel Parti politique, pour arriver « aux affaires » à leur place, quitte à faire alliance avec le diable !

La véritable question est celle du Pouvoir



Pour ceux dont l'objectif est de contribuer à l'émancipation du Peuple Martiniquais et à la décolonisation de notre Pays - des conditions indispensables à la résolution de nos problèmes - la responsabilité est de développer une stratégie globale visant à la conquête de l'Indépendance et de la Souveraineté. C'est la question du Pouvoir qui est posée ici.

Parlant de pouvoir, il convient de distinguer :

a) Le Pouvoir institutionnel imposé par l'État colonial.

C'est lui qui fixe la marge de manœuvre dont disposent les élus (dans le cadre cadencé que nous avons évoqué plus haut). Cependant, même si les compétences de ceux-ci sont limitées, il n'en demeure pas moins vrai que leur action a des incidences sur les conditions de vie de la population. Ainsi, dans le cas des municipalités, il ne saurait être question de sous-estimer le rôle des CCAS. On ne peut nier, non plus l'impact des décisions prises par les élus des Communautés d'agglomération ou de la CTM concernant des domaines importants, par exemple, celui de l'aménagement du territoire^{*4}. D'où l'importance de s'opposer à ceux qui défendent une politique libérale et assimilationniste dans ces Collectivités.

b) Le pouvoir objectif qui réside entre les mains de notre Peuple.

Ce pouvoir-là est puissant, même si la majorité des gens n'en est pas consciente. Ce Peuple colonisé et opprimé a toujours porté les réponses les plus significatives à tous ses problèmes quotidiens. Pour en être convaincu, on peut penser à la question du logement et à l'édification des quartiers populaires. On peut rappeler aussi, en ce mois où nous commémorons les événements de Chalvet, que par la grande grève de Janvier-février 1974, les ouvriers et ouvrières agricoles ont pu s'arracher au semi-esclavage qui régnait sur les « habitations ». Il est certain qu'en surmontant les divisions et l'autodénigrement que les classes dominantes n'ont cessé de répandre en son sein, qu'en s'organisant solidement et en se mobilisant, notre Peuple peut obtenir beaucoup plus que par les suppliques d'élus.

Rendre effective la Souveraineté Populaire

Atteindre les objectifs de décolonisation et d'émancipation, demande prioritairement de contribuer à l'organisation des masses populaires.



Participer à des élections ou pas, soutenir des candidats ou pas, cela ne peut se concevoir en dehors d'une stratégie globale qui vise à jeter les bases d'une démocratie directe^{*5} et à consolider la cohésion de notre Peuple.

- **Jeter les bases d'une démocratie directe** implique la nécessité de mener la lutte contre l'aliénation qui pousse beaucoup à n'envisager la lutte que par procuration et à penser que les solutions ne peuvent venir que d'un leader^{*6}. Cela pose aussi l'exigence, d'une part, de développer des espaces où la parole est réellement donnée à la base et où les décisions collectives sont effectivement prises en compte, d'autre part, de porter à tous les éléments de connaissance et d'information nécessaires à des prises de décisions éclairées.

- **Consolider la cohésion du Peuple**, c'est combattre toutes les divisions propagées par nos ennemis. Puisque notre article concerne les élus politiques, commençons par dire qu'il n'est pas vrai que tous les élus Martiniquais sont irresponsables et corrompus^{*7} ! Certains font du mieux qu'ils peuvent avec les moyens dont ils disposent. La généralisation abusive qui est faite à leur égard a pour effet, premièrement, de détourner le Peuple de la réflexion concernant les positionnements idéologiques, la position de classe et les choix politiques des uns et des autres et, deuxièmement, de le priver des courroies de transmission dont il pourrait disposer pour que ses revendications soient relayées dans les institutions^{*8}.

Au bout du compte, à la question posée en début d'article, nous répondons que la démocratie représentative occidentale est un leurre et qu'il nous appartient de construire la démocratie directe

alternative sans laquelle notre Peuple ne pourrait résoudre aucun de ses problèmes. Le devoir de chacun et de chacune d'entre nous est de contribuer à la réalisation de ce grand chantier.

^{*1} *Seuls ceux qui pouvaient payer le Cens avaient le droit de voter !*

^{*2} *Deux exemples significatifs : a) Après une campagne de diabolisation intensive de LFI et de « l'extrême Gauche » en France et, à quelques semaines des élections municipales, le Ministre Français de l'Intérieur vient d'annoncer que LFI serait désormais classé dans la rubrique « extrême gauche » de la nomenclature officielle. b) Chaque soir à l'heure du journal télévisé, le service public offre à la population martiniquaise une page censée lui permettre de s'exprimer : « Si vous étiez Maire, que feriez-vous pour votre commune ? ». Façon d'entretenir les mythes relatifs au Pouvoir des élus. Dans une véritable démocratie, on aurait choisi d'offrir une page pour expliquer les compétences réelles du Maire.*

^{*3} *Rappelons au passage qu'en France, les femmes n'ont eu le droit de vote qu'en 1945 !*

^{*4} *On doit savoir, toutefois, que toutes les décisions prises par les élus dans leurs assemblées, sont soumises à un contrôle de la légalité par les préfets et sous-préfets, avant d'être appliquées. Ce sont ces représentants de l'autorité coloniale, qui sont les « maîtres du jeu ».*

^{*5} *Notons ici, que pendant des millénaires, bien avant que n'existe la « démocratie » occidentale, l'harmonie sociale et le respect des libertés individuelles étaient effectifs dans les communautés précoloniales et traditionnelles. Il serait inspirant de redécouvrir leurs principes.*

^{*6} *Les élus et les leaders ne sont utiles à la lutte du Peuple que dans la mesure où ils entretiennent une liaison saine et permanente avec celui-ci et qu'ils en sont d'authentiques porte-parole.*

^{*7} *A cet égard, nous considérons que la légitimité des élus qu'une partie de la population a désignés doit être respectée et que, ceux-ci, comme tout être humain, ont droit au respect de leur personne, même quand on ne partage pas leurs opinions.*

^{*8} *Le très large soutien accordé par les élus Martiniquais au Collectif des Ouvriers et Ouvrières Empoisonnés par les Pesticides a permis à celui-ci d'obtenir des résultats non négligeables. Cela montre la nécessité de développer la cohésion nationale à tous les niveaux.*

PAWOL FONDOK

«Le fascisme n'est pas le contraire de la démocratie, mais son évolution par temps de crise.»

Bertholt BRECHT



INITIATIVES ALTERNATIVES

LA SOUVERAINETE EN CONSTRUCTION

Ils et elles sont des centaines de nos compatriotes à développer des activités économiques et culturelles alternatives visant à construire notre souveraineté.

« ManRina » est l'une des initiatives illustrant parfaitement cette admirable dynamique. Jik An Bout a demandé à l'un de ses animateurs, Amilcar, de nous en parler. Pour plus d'informations, vous pouvez consulter leur site :

<https://www.manrina.fr/>



“ Le marché **Manrina** a été créé il y a plus d'un an à l'initiative d'Enzo Renard et sa famille pour répondre à l'urgence de proposer un lieu où les Martiniquais.es peuvent retrouver notre production saine valorisée et mise à l'honneur. Il nous apparaît clair qu'il faut un lieu d'échange et de référence pour dynamiser et préserver un mode d'alimentation et de consommation endogène basé sur la richesse de notre culture paysanne.

Au Marché **Manrina**, on retrouve de la production agricole saine (Certifiée Bio ou organique), de la pêche du jour à des tarifs très intéressants, des plantes et plants en pot, de la petite restauration fine et originale, de la transformation alimentaire à partir de nos ressources agricoles, de l'artisanat d'art.

Le marché propose aussi un espace de *Bokantaj* et de transmission par des ateliers pour présenter techniques agricoles familiales, thématiques de santé, de développement durable, et tout sujet pouvant permettre aux Martiniquaises et Martiniquais de se connaître en profondeur. ”

*“ Après nous, vivront nos rejetons.
Quelles sortes d'ancêtres serons-nous pour eux ? ”*

*Djungu Simba Kamatenda
Enmen Lavi Toultan.
Nzambé Toujou la.*





MESSAGE DU COLLECTIF DES OUVRIERS ET OUVRIERES EMPOISONNES (ES) PAR LES PESTICIDES A LA CONFEDERATION PAYSANNE



Présentation du message du COAADEP par le camarade Jérémie

Le COAADEP a communiqué à la Presse le message ci-dessous que nous reproduisons avec plaisir. La lucidité de ses analyses, son internationalisme et son humanisme méritent d'être salués. Il n'est pas surprenant que cette information n'ait eu aucun écho dans les médias du système.

« Chers Camarades,

Nous vous remercions de nous donner l'opportunité de nous exprimer dans cette importante rencontre que vous avez organisée. Nous sommes tous confrontés en ce qui concerne le domaine de l'agriculture aux mêmes problématiques au niveau planétaire : nous sommes victimes des conséquences du dérèglement climatique, de la dictature économique des grands capitalistes qui prévaut dans le système et nous subissons tous la répression quand nous nous mobilisons pour essayer d'améliorer notre sort.

Face à cette situation c'est la solidarité de tous les paysans, de tous les acteurs et de tous les travailleurs du secteur agricole, qui nous permettra de changer la réalité.

Cette solidarité ne sera possible que si nous développons une réelle connaissance réciproque de nos situations et que nous mutualisons nos efforts pour construire des alternatives.

Quelles sont nos problématiques communes ?

Nous sommes tous victimes de l'étranglement fiscal. Le système nous impose des normes inappropriées qui paralysent notre activité et nous n'avons pas

accès à un financement bancaire équitable. Et surtout, chacun le sait, les grandes surfaces s'octroient abusivement la part du lion dans le partage des bénéfices qui résultent de notre activité, ne nous laissant que des miettes.

Quant aux politiques européennes, elles sont le plus souvent en faveur des multinationales. Les accords de libre-échange dont les états sont signataires nous sont très défavorables et ne permettent pas l'écoulement de nos productions véritablement paysannes.

En ce qui concerne notre pays la Martinique :

Nous sommes soumis à une double peine de par la domination coloniale que nous subissons : le foncier est très largement contrôlé par une minorité, composée essentiellement des descendants des maîtres esclavagistes, qui développe une agriculture de comptoir et qui contrôle l'ensemble de l'économie. C'est la collusion entre le pouvoir français et cette caste qui explique le fait qu'ait été autorisé l'usage de pesticides interdits sur le territoire français,



pesticides qui ont empoisonné nos sols, nos rivières et nos eaux côtières et qui ont intoxiqué quatre-vingt-douze pour cent de la population dont des milliers sont victimes de pathologies extrêmement graves.

L'Etat fait traîner grossièrement les plaintes déposées par les associations de victimes, avant de prononcer des non-lieux inacceptables. Les « plans chlordécone » vantés par la Préfecture, notoirement sous financés et mal orientés, ne répondent pas aux besoins exprimés par les élus et les associations martiniquaises. Pour s'opposer à la prise en charge des victimes de l'empoisonnement par les pesticides - il s'agit, rappelons-le, de milliers de personnes minées par de graves pathologies - il a imposé, sans consultation des élus et des associations, une organisation du nom de Phytovictime qui ne permet à quelques travailleurs impactés d'espérer que de ridicules indemnités et dont certains dirigeants ont tenu des propos arrogants et suprémacistes à l'égard de notre Peuple. C'est la raison pour laquelle le COAADEP, tout en respectant le choix de ceux qui choisissent la démarche de cette association, refuse absolument de s'y associer et continue à développer ses propres réponses alternatives."

D'autre part, L'ARS (Agence Régionale de la Santé), a régulièrement fait obstruction au travail de notre Collectif qui se bat pour obtenir des réponses sérieuses sur le plan sanitaire.

Les dispositions prises par le COAADEP pour mettre en place une enquête épidémiologique touchant les travailleurs ayant semé les pesticides et leurs enfants, se sont heurtées à un mur édifié par les services de l'Etat qui ne veut pas se voir confronté à ses responsabilités, à la prise en charge et à l'indemnisation des victimes.

Quant à la caste, elle s'appuie sur sa situation de monopole pour bloquer l'action menée par notre Collectif et qui vise à obtenir que les victimes soient soignées et indemnisées.

Ainsi, s'appuyant sur ses contrats d'exclusivité en Martinique, elle refuse toute possibilité que le COAADEP bénéficie d'une assurance. Cette caste agit en étroite collusion avec l'État Français pour s'opposer aux revendications des victimes de l'empoisonnement.

La responsabilité du désastre environnemental du chlordécone en Martinique incombe aux descendants des colons français et à l'Etat colonial français qui a autorisé et couvert l'épandage toxique pendant des dizaines d'années. Ce scandale épouvantable vient se rajouter aux méfaits de la traite négrière transatlantique et à l'odieux système de l'esclavage dont les colons et l'état colonial français étaient aussi responsables.

D'autre part, le rôle de l'état français dans le secteur agricole en Martinique consiste principalement à le maintenir dans le développement de monocultures destinées à satisfaire les besoins de son propre marché et il s'oppose au développement de toute culture endogène destinée à nourrir sainement la population. Les Fonds Européens et les subventions, dont il définit les orientations, servent de levier à cette politique. C'est d'ailleurs la caste dominante qui en bénéficie massivement.

Chers camarades

Nous sommes profondément convaincus que c'est la solidarité entre les paysans et les travailleurs de tous les pays qui nous permettra de sortir du tunnel.

Ensemble nous devons porter une réponse radicale et humaniste à nos problèmes. C'est l'avenir de la planète et des générations futures qui est en jeu. Nous avons besoin de développer de nouveaux paradigmes qui nous détournent des monocultures, des élevages intensifs qui sont nuisibles, nocifs pour la santé humaine et pour l'environnement.

A ce sujet, nous sommes tous conscients des différences d'intérêt qui sont en jeu. Les gros céréaliers, les maîtres de l'élevage industriel, les grands planteurs des colonies, qui contrôlent les finances, qui ont accès aux subventions et qui ont le soutien de l'État, défendront farouchement le modèle dominant.

Les paysans continueront à être ruinés, à voir leurs troupeaux abattus et leurs biens saisis. Ceux qui bénéficient du système continueront à détourner leur colère contre ceux qui ne sont pas leurs ennemis. On cherchera à les persuader que la cause de leurs difficultés serait la concurrence déloyale des produits venant des pays du sud et qui n'obéissent pas aux mêmes normes. Il n'en est rien.



Les produits venant d'Europe expédiés **par les multinationales**, dans les pays du sud y intoxiquent les consommateurs et détruisent la paysannerie locale. Les produits importés du sud et qui tuent la paysannerie européenne sont entre les mains de ces mêmes multinationales !

C'est donc la lutte solidaire de toutes les paysanneries du monde qui permettra à tous les exploités de vivre de leur travail et dans de meilleures conditions.

C'est ensemble que nous devons défendre un modèle alternatif tournant le dos aux monocultures, à la spéculation, visant à garantir notre sécurité alimentaire et à satisfaire les besoins de nos populations locales. Notre intérêt commun est de développer une agriculture raisonnée respectueuse de la santé des êtres vivants et de l'environnement. Il est aussi de promouvoir une paysannerie, dont le rôle a toujours été fondamental pour l'humanité et parce que sa culture et ses méthodes ont suffisamment fait leur preuve dans l'histoire.

Nous avons besoin d'une humanité réunifiée sur des bases alternatives non capitalistes et de saine coopération entre les Peuples. Cela demande que soient remises en cause les positions paternalistes existant au sein de certains Partis de gauche ou de certains courants écologistes qui sous-estiment nos propres problématiques et prétendent se poser en détenteurs des solutions. Cela demande aussi que nous luttons sans concessions contre toute idéologie visant à diviser les Peuples sur des bases chauvines.

Au COAADEP, nous sommes fondamentalement opposés à toutes pensées se basant sur les grilles racistes inventées par les colonialistes et nous n'oublierons jamais les solidarités qui se sont toujours exprimées entre les forces progressistes de nos Peuples. Nous ne citons qu'un seul exemple : celui des dockers qui avaient complètement bloqué le port de Bordeaux en soutien à des travailleurs agricoles, « les seize de Basse Pointe », qu'un bateau emmenait en France pour être jugés.

Le Peuple Martiniquais ne tombera jamais dans le piège consistant à rendre tous « les blancs » responsables des atrocités commises par les suprémacistes. Notre conscience nous inspire que face aux ravages environnementaux, seules comptent notre humanité et notre planète. La lutte pour préserver l'une et l'autre n'a pas de couleur. L'avenir du monde repose sur ce qui rassemble les peuples et c'est précisément pour cela que les divisions de tous ordres, notamment raciales, sont soigneusement créées et entretenues par nos ennemis.

La Martinique appartient à une humanité globale qui tire sa richesse de la diversité de ses cultures et qui puise sa force dans la puissance de son unité pour le combat émancipateur. Notre combat d'émancipation se fonde dans la marche irrésistible de l'histoire de tous les peuples du nord et du sud pour sauver la planète et protéger le genre humain.

Nous souhaitons plein succès à vos travaux et nous nous engageons à travailler à vos côtés, aux côtés de toutes les forces d'avenir pour changer le monde. »



Manifestation de la Confédération paysanne



AUX USA AUSSI, LA REVOLUTION EST EN MARCHÉ !

Les empires médiatiques occidentaux se déchaînent pour maintenir les opinions publiques dans la croyance que l'impérialisme états-unien serait une superpuissance invincible. Tôt ou tard, l'Histoire leur prouvera qu'il est impossible d'empêcher que sa roue tourne. La débâcle de « l'empire américain » est inéluctable.



Outre le fait que la domination économique qu'il imposait au monde soit structurellement désarticulée*, la nature des mobilisations populaires qui se succèdent aux USA, pour s'opposer aux dérives du système, traduit le fait que son emprise idéologique sur l'opinion publique est de plus en plus sapée. S'arrachant au piège de « l'alternance » entre les « Démocrates » et les « Républicains », les deux partis politiques qui garantissent sa pérennité, le Peuple états-unien se retrouve dans de puissantes mobilisations transcendant les divisions communautaires entretenues par les classes dominantes. Cela a été notamment le cas avec le mouvement « Black Lives Matter »

contre les violences policières et le racisme, avec, également, le soutien à la lutte du Peuple Palestinien et la dénonciation du génocide barbare perpétré par les sionistes. Actuellement, la résistance contre ICE, la milice fasciste de Trump, révèle qu'un nouveau pas est franchi dans la confrontation entre les masses

populaires états-uniennes et le Pouvoir. La renaissance du Black Panther Party et, surtout, le soutien affiché envers lui venant de toutes les communautés, annonce que le rapport de forces s'inverse entre les classes sociales ennemies.

A un autre niveau, l'élection de Zohran Mandani à la tête de la mairie de New-York en novembre 2025, indique qu'une page est en train d'être tournée, celle de la diabolisation du socialisme. Il y a quelques années encore, il était impensable qu'un candidat affichant ouvertement ses convictions socialistes, présenté par le système comme « extrémiste de gauche, marxiste et communiste » puisse remporter des élections. C'est tout cela qui corrobore l'idée qu'aux USA aussi, la Révolution est en marche.

(*) Cf. éditorial de Jik An Bout N° 236



ICE Ahora Tiene Miedo: ¡Los Vehículos Blindados Black Panther Están en Minneapolis!

SUGGESTION DE LECTURE

* <https://investigacion.net/> / *Le fascisme muté du 21e siècle* par Abdelatif Rebah

* <https://www.legrandsoir.info/> / *Trump ou la possibilité de l'effondrement du capitalisme à l'échelle mondiale* par Gilles QUESTIAUX



DU MACCARTISME AU TRUMPISME : UNE MEME LEPRE QUI RONGE L'HUMANITE

C'est entre 1950 et 1954 que le Maccartisme s'est abattu sur les USA. Il s'agissait d'une guerre totale menée contre les communistes états-uniens, leurs sympathisants et tous ceux qui ne se soumettaient pas à la pensée unique capitaliste. Le fascisme décomplexé de Donald Trump en est la stricte continuité.



Au lendemain de la deuxième Guerre Mondiale, gagnés par une peur panique que le modèle soviétique n'inspire leurs propres Peuples, les dirigeants occidentaux ont mené une offensive de grande ampleur pour désinformer massivement ceux-ci et pour réprimer cruellement tous leurs opposants. Dès 1946, le Président Harry Truman avait instauré une commission chargée d'enquêter sur la «loyauté» des fonctionnaires fédéraux. Une institution créée par la Chambre des Représentants en 1938, afin de poursuivre les personnes accusées «d'activités anti-américaines»^{*1}, a été réactivée pour exclure du monde du cinéma tous ceux soupçonnés d'être membre ou sympathisants du Parti Communiste. Ceux qui, au nom du V^e amendement de la Constitution états-unienne, refusaient de déclarer leurs

convictions étaient envoyés en prison. En 1947, des «listes noires» ont été établies par Hollywood pour interdire d'embaucher des communistes ou des personnes soupçonnées de l'être.^{*2}

Le 9 février 1950, le sénateur Joseph McCarthy déclare qu'il possède une liste de plus de deux cents personnes du «Département d'Etat» qui seraient des agents infiltrés du communisme. Au moyen d'une intense campagne de désinformation, il déclenche une véritable paranoïa dans l'opinion publique. En 1952, nommé Président d'un sous-comité sénatorial permanent d'enquête, il lance sa «chasse aux sorcières». Pendant deux ans (1953-1954), plusieurs millions d'Américains sont soumis à des enquêtes judiciaires et policières. La terreur maccartiste atteindra son paroxysme avec l'exécution des époux Rosenberg, le 19 Juin 1953. Ils avaient été accusés d'avoir livré des secrets nucléaires à l'URSS.

Finalement Mc Carthy tombe en disgrâce pour avoir refusé de comparaître devant une sous-commission sur les privilèges et les élections et pour avoir

publiquement diffamé un Général de l'armée américaine. Après avoir reçu un blâme du Sénat, le 2 décembre 1954, il sombre dans l'alcoolisme et meurt, isolé, en 1957.

Pour autant, la disparition de McCarthy n'a jamais empêché à la hargne viscérale contre le communisme de se perpétuer aux USA. Celle-ci est, en effet, ancrée dans l'obsession des grands capitalistes de maintenir l'oppression des Peuples par tous les moyens, afin que perdure leur système d'exploitation.

D'ailleurs, cette politique, exacerbée par Mac Carthy aux USA, a prévalu dans tous les pays capitalistes et alliés.

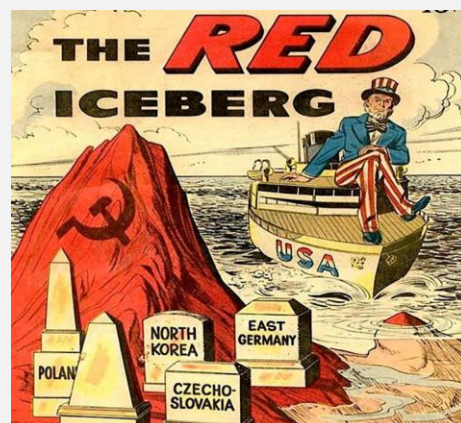


Illustration de l'article de Fredrik deBoer «1953—2002—2016 : Syria and the Reemergence of McCarthyism» paru dans «Current affairs» (2 novembre 2016).



En France, c'est la puissance du PCF, qui avait été un moteur de la Résistance contre le Nazisme ainsi que la force et le niveau idéologique de syndicats, comme la CGT, qui ont permis que le « maccartisme » ait pu être contrecarré. Ceci dit, il y a quand même eu répression des communistes. Ceux qui faisaient partie du Centre National de la Cinématographie (CNC) ont été révoqués à l'initiative du ministre de l'Intérieur Raymond Marcellin. Les militants opposés à la guerre d'Indochine ont été persécutés. Des militants de la CGT ont été licenciés par milliers et des dirigeants emprisonnés, pour s'être mobilisés en faveur de causes internationalistes. Toutefois, les mobilisations populaires ont pu empêcher au « maccarthisme à la française » d'atteindre la même ampleur qu'aux USA. Sauf dans les colonies françaises où il a pu se donner libre cours : L'ordonnance du 15 octobre 1960 prise par le Premier ministre de l'époque, Michel Debré (!) autorisait, par exemple, les Pouvoirs Publics à procéder à l'exil forcé en France de tout fonctionnaire accusé de « troubler l'ordre public » (par ses seules idées !). Cela, sur simple proposition du préfet et sans autre formalité.

Le Trumpisme, stade suprême du Maccartisme

Ce qui a changé aujourd'hui avec Donald Trump, c'est que les USA ne se cachent plus derrière le faux-prétexte de la « défense de la démocratie », pour imposer leur dictature. L'actuelle chasse aux

sorcières concerne les universitaires, les artistes, les chercheurs, les juges, les responsables d'institutions financières, bref, tout ceux qui, même sans être communistes, pourraient faire obstacle au dogme de l'ultralibéralisme et à la prédation des grands capitalistes. Dans ce contexte, où le fascisme planétaire est parvenu à s'instaurer, les mouvements populaires sont, partout, sauvagement réprimés, le droit international est systématiquement piétiné, la souveraineté des pays violée et le brigandage économique généralisé.



Combattons cette aliénation qui désarme les mouvements populaires

En tout cas, ce qui doit absolument nous interpeler, c'est que les 75 ans de désinformation massive et de maccartisme forcené ou camouflé, ont laissé des traces profondes dans l'opinion publique. Même de larges fractions de ceux qui se revendiquent être de « gauche », « anti-capitalistes », « anti-colonialistes » ou « anti-impérialistes » sont profondément gangrenées par cette aliénation anticomuniste dont le maccartisme les a imbibés. Profondément soucieux de mériter une médaille de

démocrate authentique ou de défenseur de la liberté, ils tâchent de dénigrer le marxisme (souvent sans l'avoir lu ou compris). Formatés par les conceptions de l'économie, du développement et de la réussite enseignées par les maîtres du système, ils émettent des jugements sans appel déclarant « l'échec des expériences socialistes » et attribuent les pires notes aux pays qui osent remettre en cause la domination des impérialistes occidentaux et, surtout, leur système libéral. Dans le même temps, ils restent désespérément sourds et aveugles face aux atrocités commises par le système capitaliste, à la misère et aux souffrances dans lesquelles celui-ci jette des milliards d'êtres humains.

Pour notre part, nous savons que ce système et son idéologie sont une lèpre qui ronge l'Humanité, qu'il faut lutter pour les éradiquer. Nous savons aussi que, pour y parvenir, nous devons nous appuyer sur une théorie et un projet révolutionnaire.

Précisément, ce sont ceux que les profiteurs du système combattent avec tant d'acharnement. Le Marxisme et le Socialisme sont l'avenir de l'Humanité. N'en déplaise à tous les maccartistes du monde, nous restons profondément communistes.

*1 HUAC ([*House Un-American Activities Committee*](#))

*2 Ces listes ont eu cours jusque dans les années 1960. Bertholt Brecht, Charlie Chaplin et Orson Welles, par exemple, ont dû quitter les USA du fait de persécutions. Hollywood est depuis l'outil principal de la propagande capitaliste et suprémaciste occidentale.



Votre week-end sur Radio APAL Jikanbout



Pour retrouver le programme de la semaine, consulter notre site :

https://www.radioline.co/fr/radios/jikanbouttv_radio

RADIO APAL- JIKANBOUT

PÈP-LA KA PALÉ

**OÙ NOUS ÉCOUTER ?
OÙ NOUS SUIVRE ?**

PLATEFORMES NUMÉRIQUES

[HTTPS://RADIOAPALJ
IKANBOUT.COM](https://radioapaljikanbout.com)

DISPONIBLE SUR
Google Play

TIKTOK

INSTAGRAM

BIENTÔT

NOS CHÂÎNES NUMÉRIQUES

YouTube

CONTACT@RADIOAPALJIKANBOUT.COM
(596) 596.96.30.65

	Samedi	Dimanche
05 h 00	Musiques du monde + jingles émissions	Musiques du monde + jingles émissions
06 h 45	Prévention des risques	//
08 h 00	Pawol fondok (éditos, déclarations, interventions)	//
08 h 10	//	//
08 h 30	Sa ki fèt an péyi-nou (Actualités)	Nou Ka Prán lanmen émission interactive de déconstruction sur les problèmes de société
09 h 00	Sa ki fèt oliwon latè	//
10 h 00	Sa ki ta-w sé ta-w (Transmission)	Musiques du monde + jingles émissions
12 h 00	Histoire de la Caraïbe	//
13 h 00	Musiques du monde + jingles émissions	Wouvè zîé Des analyses pour comprendre le monde
14 h 00	//	Musiques du monde + jingles émissions
15 h 00	Pawol fondok	//
16 h 00	Musiques du monde + jingles émissions	Rediffusion Pawol fondok
16 h 30	Rediffusion Fanm ek nonm vayan	Mizik ki mizik
18 h 00	Musiques du monde + jingles émissions	//
20 h 00	Rediffusion Sa ki ta-w sé ta-w	Rediffusion Histoire de la Caraïbe
A partir de 21 h 00	Musiques du monde + jingles émissions	Musiques du monde + jingles émissions

★★★

Journal offert par le Conseil National des Comités Populaires (CNCP)

